

## Ridder in de Kroonorde

de heren :

Deridder, René R.J.H., hoofdingenieur bij de Belgische Boerenbond van Leuven, te 3380 Bierbeek;

Simons, Jan J., afdelingshoofd bij de Belgische Boerenbond van Leuven, te 2430 Laakdal (Eindhout).

## Ridder in de Orde van Leopold II

de heren :

Artois, Henricus C.F., hoofdinspecteur bij de Belgische Boerenbond van Leuven, te 9260 Wichelen (Serskamp);

Frecourt, Georges A.M., ontvanger-griffier van de Watering van de Haine, te 7350 Hensies;

Marlier, Philippe, directie-adjunct bij de Belgische Boerenbond van Leuven, te 6530 Thuin;

Van Pee, Leopold J., fabricatielider bij de Belgische Boerenbond van Leuven, te 9880 Aalter.

Worden verleend :

De Gouden Palmen der Kroonorde aan :

de heren :

Cailloux, Alfons, bediende bij de Belgische Boerenbond van Leuven, te 3010 Louvain (Kessel-Lo);

Cleiren, Richard P.M., zelfstandig landbouwer, te 9120 Beveren;

De Weerd, Emiel A.M., bediende bij de Belgische Boerenbond van Leuven, te 2640 Mortsel;

Malbecq, Roger V., landbouwarbeider, te 7830 Opzullik (Hoves);

Pashuysen, Theofiel M., afdelingshoofd bij de Belgische Boerenbond van en te 3000 Louvain;

Pauly, André, landbouwcorrespondent, te 4280 Hannuit (Crehen);

Rox, Ludwig B.H., zelfstandig landbouwer, te 4711 Lontzen;

Van der Poten, Alfons A., afdelingshoofd bij de Belgische Boerenbond van Leuven, te 9200 Dendermonde (Baasrode);

Verheyden, Maurice J., afdelingshoofd bij de Belgische Boerenbond van Leuven, te 3360 Bierbeek (Korbeek-Lo).

Zij zullen van 15 november 1993 af hun rang in de Orde innemen.

## Chevalier de l'Ordre de la Couronne

MM. :

Deridder, René R.J.H., ingénieur en chef au Boerenbond belge de Louvain, à 3380 Bierbeek;

Simons, Jan J., chef de section au Boerenbond belge de Louvain, à 2430 Laakdal (Eindhout).

## Chevalier de l'Ordre de Léopold II

MM. :

Artois, Henricus C.F., inspecteur en chef au Boerenbond belge de Louvain, à 9260 Wichelen (Serskamp);

Frecourt, Georges A.M., receveur-greffier de la Wateringue de la Haine, à 7350 Hensies;

Marlier, Philippe, adjoint de la direction au Boerenbond belge de Louvain, à 6530 Thuin;

Van Pee, Leopold J., chef de fabrication au Boerenbond belge de Louvain, à 9880 Aalter.

Sont décernées :

Les Palmes d'Or de l'Ordre de la Couronne à :

MM. :

Cailloux, Alfons, employé au Boerenbond belge de Louvain, à 3010 Louvain (Kessel-Lo);

Cleiren, Richard P.M., agriculteur indépendant, à 9120 Beveren;

De Weerd, Emiel A.M., employé au Boerenbond belge de Louvain, à 2640 Mortsel;

Malbecq, Roger V., ouvrier agricole, à 7830 Silly (Hoves);

Pashuysen, Theofiel M., chef de section au Boerenbond belge de et à 3000 Louvain;

Pauly, André, correspondant agricole, à 4280 Hannuit (Crehen);

Rox, Ludwig B.H., cultivateur indépendant, à 4711 Lontzen;

Van der Poten, Alfons A., chef de section au Boerenbond belge de Louvain, à 9200 Termonde (Baasrode);

Verheyden, Maurice J., chef de section au Boerenbond belge de Louvain, à 3360 Bierbeek (Korbeek-Lo).

Ils prendront rang dans l'Ordre à dater du 15 novembre 1993.

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN — GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[S-C — 27126]

7 OCTOBRE 1993. — Arrêté du Gouvernement wallon  
portant approbation du règlement d'ordre intérieur  
du Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation du Brabant wallon

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du Conseil régional wallon du 15 février 1990 portant approbation de l'accord instituant les Comités subrégionaux de l'Emploi et de la Formation, conclu à Bruxelles le 24 novembre 1989, entre l'Exécutif régional wallon et l'Exécutif de la Communauté française;

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi et du Développement technologique,

Arrête :

**Article 1er.** Le règlement d'ordre intérieur du Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation du Brabant wallon annexé au présent arrêté est approuvé.

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ses effets le 7 octobre 1993.

Namur, le 7 octobre 1993.

Le Président du Gouvernement,  
chargé de l'Economie, des PME et des Relations extérieures,  
G. SPITAELS

Le Ministre du Développement technologique et de l'Emploi,  
A. LIENARD

Annexe à l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 octobre 1993  
portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Comité subrégional de l'Emploi  
et de la Formation du Brabant wallon

**Règlement d'ordre intérieur  
du Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation du Brabant wallon**

Article 1er. Le Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation de Nivelles a été instauré en application de l'accord instituant les Comités subrégionaux de l'Emploi et de la Formation, conclu à Bruxelles le 24 novembre 1989, entre l'Exécutif régional wallon et l'Exécutif de la Communauté française approuvé par le décret du Conseil régional wallon du 15 février 1990 et par le décret de la Communauté française du 22 décembre 1989.

Art. 2. Le siège administratif du Comité est situé provisoirement rue de Mons 39, à 1400 Nivelles.

Art. 3. Le président fixe la date et l'heure des séances, après consultation du secrétaire. Le Comité peut également être convoqué à la demande de trois membres.

Les convocations aux réunions sont établies par le secrétaire. Elles sont envoyées avec l'ordre du jour de la séance et les notes explicatives éventuelles qui s'y rapportent.

L'ordre du jour des réunions est établi par le président, sur proposition du secrétaire, compte tenu des points à examiner d'office et des suggestions faites lors de séances précédentes. Les membres qui désirent voir inscrire un point à l'ordre du jour, doivent en faire la demande par écrit au secrétaire, au plus tard dix jours ouvrables avant la date de la réunion suivante.

Seuls les points figurant à l'ordre du jour sont examinés. Si la majorité des membres présents est d'accord, des questions urgentes ne figurant pas à l'ordre du jour peuvent être prises en considération. Lesdites questions ne peuvent toutefois pas donner lieu à une résolution ou un avis, au cours de la même réunion, sauf décision contraire prise à la majorité définie aux articles 4 et 5.

Les documents sont expédiés aux membres au moins six jours ouvrables avant la date de la séance.

En cas d'urgence laissée à l'appréciation du président, les convocations doivent partir au plus tard la veille du jour fixé pour la séance.

Art. 4. En cas d'absence ou d'empêchement du président, la fonction de celui-ci est assumée par l'un des vice-présidents.

Pour délibérer et décider valablement, la présence de quatre représentants de la délégation des employeurs et de quatre représentants de la délégation des travailleurs est requise.

Art. 4bis. Lorsqu'un membre du Comité est absent pendant quatre séances consécutives sans motif valable, le Comité est saisi du problème. Il envoie un courrier à l'intéressé lui demandant de choisir entre une présence régulière et la remise de sa démission. Un courrier dans le même sens est envoyé à l'organisme qu'il représente.

Art. 5. Seuls les sept membres représentant les organisations représentatives des employeurs et les sept membres représentant les organisations représentatives des travailleurs ont voix délibératives.

Chaque avis et chaque décision sont pris à la majorité des voix.

Art. 6. Les séances du Comité ne sont pas publiques. Les personnes qui assistent aux réunions sont tenues de respecter le secret des documents à caractère confidentiel ou personnel qui leur sont communiqués ainsi que le secret des délibérations et des votes.

Art. 7. A l'initiative du Comité, des experts ou des personnes extérieures qui en font préalablement la demande peuvent être invitées pour participer aux séances.

Ils quittent la séance lorsque leur présence n'est plus considérée comme nécessaire.

Art. 8. Les séances sont ouvertes, suspendues et closes par le président ou son remplaçant. Au début de la séance, le secrétaire établit la liste des présences et la signe en cours de séance ainsi que le président. Celui-ci dirige les débats et veille à ce que les dispositions du présent règlement soient observées. C'est lui qui accorde la parole aux membres qui la demandent.

Art. 9. Afin d'obtenir un meilleur fonctionnement du Comité, une ou plusieurs sous-commissions peuvent être créées pour préparer les séances et examiner des problèmes spécifiques. Ces sous-commissions seront présidées par un membre du Comité qui fera rapport sur les activités au Comité.

Le Comité en détermine la composition.

Art. 10. Le secrétaire rédige le procès-verbal de la séance. Sauf urgence et décision contraire du Comité, le procès-verbal est joint à la documentation de la réunion suivante du Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation. C'est à la séance suivante que le procès-verbal est approuvé ou modifié.

Art. 11. L'engagement du personnel du secrétariat et, éventuellement, l'engagement temporaire de personnel pour conduire les actions promotionnelles sont confiés aux président, vice-présidents et président de la Commission Emploi-Formation-Enseignement agissant ensemble.

Toute vacance d'emploi est portée à la connaissance des membres au moins quinze jours avant de procéder à l'engagement sauf cas d'urgence justifiée.

Art. 12. Le Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation nomme parmi les membres représentant les organisations représentatives des employeurs et les membres représentant les organisations représentatives des travailleurs, deux vérificateurs aux comptes pour contrôler toutes les factures et pièces.

Un rapport conforme est soumis au Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation pour information et approbation et est transmis par le président au(x) Ministre(s) de tutelle compétent(s).

Art. 13. Les dépenses modiques indispensables à la bonne organisation de la cellule administrative et de gestion peuvent être faites après accord du président, par le secrétaire du Comité. Les autres dépenses y compris le remboursement des frais encourus par un membre dans l'exercice de son mandat, doivent faire l'objet de :

- soit d'un accord du président du Comité si la dépense ne dépasse pas 25 000 FB TVA comprise;
- soit d'un accord du président et des deux vice-présidents si la dépense est comprise entre 25 000 FB TVA comprise et 50 000 FB TVA comprise;
- pour les dépenses dépassant 50 000 FB TVA comprise, l'accord du Comité est nécessaire.

Pour le remboursement des frais supportés par les membres du Comité et qui ne sont pas visés à l'alinéa 1er, les taux d'indemnisation en vigueur dans les services publics sont appliqués.

Les pièces justificatives des dépenses seront signées par le président.

Art. 14. Le règlement peut être modifié sur décision des deux tiers des membres et après approbation de(s) autorité(s) de tutelle.

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

[S-C — 27126]

**7. OKTOBER 1993. — Erlaß der Wallonischen Regierung  
zur Genehmigung der allgemeinen Dienstordnung  
des Subregionalen Ausschusses für Arbeitsbeschaffung und Ausbildung vom Wallonischen Brabant**

Aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 15. Februar 1990 zur Genehmigung des Abkommens über die Errichtung der Subregionalen Ausschüsse für Arbeitsbeschaffung und Ausbildung, das am 24. November 1989 in Brüssel zwischen der Wallonischen Regionalexekutive und der Exekutive der Französischen Gemeinschaft geschlossen worden ist;

Auf Vorschlag des Ministers der Beschäftigung und der technologischen Entwicklung,

Beschließt die Wallonische Regierung :

**Artikel 1.** Die allgemeine Dienstordnung des Subregionalen Ausschusses für Arbeitsbeschaffung und Ausbildung vom Wallonischen Brabant, die dem vorliegenden Erlaß beigelegt ist, wird genehmigt.

**Art. 2.** Der vorliegende Erlaß tritt am 7. Oktober 1993 in Kraft.

Namur, den 7. Oktober 1993.

Der Vorsitzende der Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,

G. SPITAEIS

Der Minister der Technologischen Entwicklung und der Beschäftigung,

A. LIENARD

Anlage zum Erlaß der Wallonischen Regierung vom 7. Oktober 1993 zur Genehmigung der allgemeinen Dienstordnung des Subregionalen Ausschusses für Arbeitsbeschaffung und Ausbildung vom Wallonischen Brabant

**Allgemeine Dienstordnung  
des Subregionalen Ausschusses für Arbeitsbeschaffung und Ausbildung vom Wallonischen Brabant**

**Artikel 1.** Der Subregionale Ausschuss für Arbeitsbeschaffung und Ausbildung von Nivelles ist in Anwendung des Abkommens über die Errichtung der Subregionalen Ausschüsse für Arbeitsbeschaffung und Ausbildung, das am 24. November 1989 zwischen der Wallonischen Regionalexekutive und der Exekutive der Französischen Gemeinschaft in Brüssel geschlossen und durch das Dekret des Wallonischen Regionalrates vom 15. Februar 1990 und durch das Dekret der Französischen Gemeinschaft vom 22. Dezember 1989 genehmigt worden ist, errichtet worden.

**Art. 2.** Der Verwaltungssitz des Ausschusses liegt vorläufig rue de Moës 39, in 1400 Nivelles.

**Art. 3.** Der Vorsitzende legt das Datum und die Zeit der Sitzungen nach Beratung des Sekretärs fest. Der Ausschuss kann ebenfalls auf Antrag von drei Mitgliedern hin einberufen werden.

Die Einberufungen zu den Sitzungen werden vom Sekretär ausgefertigt. Sie werden zusammen mit der Tagesordnung der Sitzung und den eventuellen betreffenden Erläuterungen zugeschickt.

Die Tagesordnung der Sitzungen wird vom Vorsitzenden auf Vorschlag des Sekretärs unter Berücksichtigung der vom Amt wegen zu überprüfenden Punkte und der bei den letzten Sitzungen gemachten Vorschläge aufgestellt. Die Mitglieder, die möchten, daß ein Punkt an die Tagesordnung gesetzt wird, müssen es beim Sekretär spätestens zehn Werktage vor dem Datum der nächsten Sitzung schriftlich beantragen.

Nur die an der Tagesordnung stehenden Punkte werden überprüft.

Wenn die Mehrheit der anwesenden Mitglieder einverstanden ist, können nicht an der Tagesordnung stehende dringende Fragen besprochen werden. Die besagten Fragen können jedoch zu keinem Beschluß oder keinem Gutachten im Laufe derselben Sitzung führen, außer wenn ein gegenteiliger Beschluß mit der in Artikeln 4 und 5 bestimmten Mehrheit getroffen wird.

Die Dokumente werden den Mitgliedern wenigstens sechs Werktage vor dem Datum der Sitzung zugeschickt.

Im Fall einer dem Ermessen des Vorsitzenden überlassenen Dringlichkeit müssen die Einberufungen spätestens am Tag vor dem für die Sitzung ausgewählten Datum geschickt werden.

**Art. 4** Im Fall der Abwesenheit oder der Verhinderung des Vorsitzenden wird seine Funktion von einem der stellvertretenden Vorsitzenden ausgeübt.

Um rechtsgültig zu beschließen und abzustimmen, ist die Anwesenheit von vier Vertretern der Delegation der Arbeitgeber und von vier Vertretern der Delegation der Arbeitnehmer erforderlich.

**Art. 4bis.** Wenn ein Mitglied des Ausschusses während vier nacheinanderfolgender Sitzungen ohne triftigen Grund abwesend ist, wird das Problem vor dem Ausschuss gebracht. Er schickt dem Betroffenen ein Schreiben, durch das er ihn bittet, zwischen einer regelmäßigen Anwesenheit oder der Abgabe seines Rücktritts zu wählen. Ein Schreiben mit demselben Betreff wird der Einrichtung, die er vertritt, zugeschickt.

**Art. 5.** Nur die sieben Mitglieder, die die repräsentativen Organisationen der Arbeitgeber vertreten und die sieben Mitglieder, die die repräsentativen Organisationen der Arbeitnehmer vertreten, haben eine beschließende Stimme.

Jedes Gutachten und jeder Beschluß werden mit der Stimmenmehrheit getroffen.

**Art. 6.** Die Sitzungen des Ausschusses sind nicht öffentlich.

Die Personen, die den Sitzungen beiwohnen, sind zur Verschwiegenheit betreffend die vertraulichen oder persönlichen Dokumente, die ihnen mitgeteilt werden, sowie zur Verschwiegenheit betreffend die Beschlüsse und die Abstimmungen verpflichtet.

Art. 7. Auf Initiative des Ausschusses hin dürfen Sachverständige oder Personen von außen, die es vorher beantragen, aufgefordert werden, den Sitzungen beizuwohnen.

Sie verlassen die Sitzung, wenn ihre Anwesenheit nicht mehr als notwendig betrachtet wird.

Art. 8. Die Sitzungen werden vom Vorsitzenden oder von seinem Vertreter geöffnet, unterbrochen und geschlossen. Am Anfang der Sitzung stellt der Sekretär die Anwesenheitsliste aus. Diese Liste wird vom Sekretär und vom Vorsitzenden im Laufe der Sitzung unterzeichnet. Der Vorsitzende führt die Debatten und sorgt dafür, daß die Bestimmungen der vorliegenden Regelung befolgt werden. Er erteilt den Mitgliedern, die es wünschen, das Wort.

Art. 9. Zwecks einer besseren Arbeitsweise des Ausschusses können eine bzw. mehrere Unterkommissionen errichtet werden, um die Sitzungen vorzubereiten und spezifische Probleme zu untersuchen. Der Vorsitz dieser Unterkommissionen wird von einem Mitglied des Ausschusses, der dem Ausschuß Bericht über die Tätigkeiten erstatten wird, geführt. Der Ausschuß legt die Zusammensetzung dieser Unterkommissionen fest.

Art. 10. Der Sekretär fertigt das Protokoll der Sitzung an. Außer im dringenden Fall und wenn der Ausschuß es anders beschließt, wird das Protokoll den Dokumenten der nächsten Sitzung des Subregionalen Ausschusses für Arbeitsbeschaffung und Ausbildung beigelegt. Das Protokoll wird bei der nächsten Sitzung genehmigt oder abgeändert.

Art. 11. Die Einstellung des Sekretariatspersonals und gegebenenfalls die zeitweilige Einstellung von Personal zwecks Aktionen zur Absatzförderung werden dem Vorsitzenden, den stellvertretenden Vorsitzenden und dem Vorsitzenden der Arbeitsbeschaffungs-, Ausbildungs- und Unterrichtskommission, die zusammen handeln, anvertraut.

Jede frei gewordene Stelle wird mindestens fünfzehn Tage, bevor die Anwerbung vorgenommen wird, außer im Falle einer begründeten Dringlichkeit, zur Kenntnis der Mitglieder gebracht.

Art. 12. Der Subregionale Ausschuß für Arbeitsbeschaffung und Ausbildung ernennt unter den die repräsentativen Organisationen der Arbeitgeber vertretenden Mitgliedern und den die repräsentativen Organisationen der Arbeitnehmer vertretenden Mitgliedern zwei Rechnungsprüfer, um die gesamten Rechnungen und Belege zu überprüfen.

Ein entsprechender Bericht wird dem Subregionalen Ausschuß für Arbeitsbeschaffung und Ausbildung zur Information und Zustimmung vorgelegt und wird vom Vorsitzenden dem bzw. den zuständigen Aufsichtsministern übermittelt.

Art. 13. Die niedrigen Ausgaben, die für die gute Organisation der verwaltungsmäßigen und Führungszelle unerlässlich sind, können nach dem Einverständnis des Vorsitzenden vom Sekretär des Ausschusses getätigt werden. Die anderen Ausgaben, einschließlich der Rückzahlung der von einem Mitglied im Laufe seines Mandats verursachten Kosten, müssen Gegenstand des Folgenden sein:

— entweder eines Einverständnisses des Vorsitzenden des Ausschusses, wenn die Ausgabe 25 000 BEF einschließlich MwSt nicht überschreitet;

— oder eines Einverständnisses des Vorsitzenden und der beiden stellvertretenden Vorsitzenden, wenn die Ausgabe zwischen 25 000 BEF einschließlich MwSt und 50 000 BEF einschließlich MwSt liegt;

— für die Ausgaben, die 50 000 BEF einschließlich MwSt überschreiten, ist das Einverständnis des Ausschusses erforderlich.

Für die Rückzahlung der von den Mitgliedern des Ausschusses getragenen und im ersten Absatz nicht erwähnten Kosten finden die in den öffentlichen Diensten geltenden Vergütungssätze Anwendung.

Die Belege betreffend die Ausgaben werden vom Vorsitzenden unterzeichnet.

Art. 14. Die Dienstordnung kann auf Beschluß der zwei Drittel der Mitglieder hin und nach Zustimmung der zuständigen Behörde(n) abgeändert werden.

#### VERTALING

#### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

[S-C — 27126]

#### 7 OKTOBER 1993. — Besluit van de Waalse Regering houdende goedkeuring van het reglement van huishoudelijke orde van het Subregionaal Comité voor Arbeidsbemiddeling en Vorming van Waals-Brabant

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 15 februari 1990 houdende goedkeuring van het akkoord tot instelling van de Subregionale Comités voor Arbeidsbemiddeling en Vorming, gesloten te Brussel op 24 november 1989, tussen de Waalse Gewestexecutieve en de Franse Gemeenschapsexecutieve;

Op de voordracht van de Minister van Tewerkstelling en Technologische Ontwikkeling,

Besluit:

Artikel 1. Het bij dit besluit gevoegde reglement van huishoudelijke orde van het Subregionaal Comité voor Arbeidsbemiddeling en Vorming van Waals Brabant is goedgekeurd.

Art. 2. Dit besluit wordt van kracht op 7 oktober 1993.

Namen, 7 oktober 1993.

De Voorzitter van de Regering, belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,

G. SPITAELS

De Minister van Technologische Ontwikkeling en Tewerkstelling,

A. LIENARD

Bijlage bij het besluit van de Waalse Regering van 7 oktober 1993 houdende goedkeuring van het reglement van huishoudelijke orde van het Subregionaal Comité voor Arbeidsbemiddeling en Vorming van Waals Brabant

**Reglement van huishoudelijke orde van het Subregionaal Comité voor Arbeidsbemiddeling en Vorming van Waals Brabant**

Artikel 1. Het Subregionaal Comité voor Arbeidsbemiddeling en Vorming van Nijvel wordt opgericht overeenkomstig het akkoord tot instelling van de Subregionale Comités voor Arbeidsbemiddeling en Vorming, gesloten te Brussel op 24 november 1989, tussen de Franse Gemeenschapsexecutieve en de Waalse Gewestexecutieve, goedgekeurd bij het decreet van de Waalse Gewestraad van 15 februari 1990 en bij het decreet van de Franse Gemeenschap van 22 december 1989.

Art. 2. De administratieve zetel van het Comité is tijdelijk gevestigd rue de Mons 39, te 1400 Nijvel.

Art. 3. De voorzitter bepaalt de datum en het uur van de vergaderingen, na overleg met de secretaris. Het Comité kan ook bijeengeroepen worden op verzoek van drie leden.

De uitnodigingen op de vergaderingen worden opgemaakt door de secretaris. Zij worden verzonden met de dagorde van de vergadering met de desbetreffende eventuele verklarende nota's.

De dagorde van de vergaderingen wordt opgemaakt door de voorzitter op het voorstel van de secretaris, rekening houdend met de ambtshalve te bespreken vraagstukken en met de voorstellen gedaan tijdens de vorige vergaderingen. De leden, die wensen dat een onderwerp op de agenda wordt opgenomen, moeten het schriftelijk aan de voorzitter vragen, ten laatste tien werkdagen vóór de datum van de volgende vergadering.

Alléén de onderwerpen van de agenda worden behandeld. Indien de meerderheid van de aanwezige leden ermee instemt, kunnen niet op de agenda ingeschreven en dringende onderwerpen besproken worden. Deze onderwerpen kunnen echter niet aanleiding geven tot een beslissing of tot een uitspraak tijdens dezelfde vergadering, tenzij een tegengestelde beslissing door de in artikelen 4 en 5 bepaalde meerderheid goedgekeurd is.

De documenten worden ten minste zes werkdagen vóór de datum van de vergadering verstuurd.

In geval van dringendheid, die door de voorzitter beoordeeld wordt, moeten de uitnodigingen ten laatste de dag vóór de datum van de vergadering verstuurd zijn.

Art. 4. Indien de voorzitter afwezig of verhinderd is, wordt hij vervangen door een ondervoorzitter.

Om geldig te beraadslagen en te beslissen is de aanwezigheid van vier vertegenwoordigers van de afvaardiging van de werkgevers en van vier vertegenwoordigers van de afvaardiging van de werknemers vereist.

Art. 4bis. Wanneer een lid van het Comité afwezig is gedurende vier opeenvolgende vergaderingen zonder geldige reden wordt dit probleem bij het Comité aanhangig gemaakt. Het richt een brief aan de betrokkene waarbij hem gevraagd wordt te kiezen tussen een regelmatige aanwezigheid en de indiening van zijn ontslag. Een gelijkaardige brief wordt gericht aan de instelling die hij vertegenwoordigt.

Art. 5. Alleen de zeven leden die de representatieve werkgeversorganisaties vertegenwoordigen en de zeven leden die de representatieve werknemersorganisaties vertegenwoordigen zijn stemgerechtigd.

Alle besprekingen en beslissingen worden goedgekeurd bij meerderheid der stemmen.

Art. 6. De vergaderingen van het Comité zijn niet openbaar. De deelnemers zijn gehouden tot het geheimhouden van de hen toevertrouwde vertrouwelijke of persoonlijke documenten, alsook tot het geheim van de beraadslagingen en van de stemmingen.

Art. 7. Op verzoek van het Comité kunnen deskundigen of buitenstaande personen die er voorafgaand om vragen uitgenodigd worden om aan de vergaderingen deel te nemen.

Zij verlaten de zitting wanneer hun aanwezigheid niet meer als noodzakelijk geacht wordt.

Art. 8. De vergaderingen worden open verklaard, geschorst en gesloten door de voorzitter of zijn plaatsvervanger. Bij de aanvang van de vergadering maakt de secretaris de lijst op van de aanwezigen en tijdens de vergadering wordt zij door hem en door de voorzitter ondertekend. De voorzitter leidt de gesprekken en zorgt ervoor dat de bepalingen van dit reglement toegepast worden. Hij verleent het woord aan de leden die erom vragen.

Art. 9. Voor een betere werking van het Comité kunnen een of meerdere ondercommissies opgericht worden voor de voorbereiding van de vergaderingen en voor het onderzoek van specifieke problemen. Deze ondercommissies worden voorgezeten door een lid van het Comité, dat verslag over haar activiteiten zal uitbrengen bij het Comité. Het Comité bepaalt er de samenstelling van.

Art. 10. De secretaris maakt het verslag van de vergadering op. Behalve dringendheid en tegenstellige beslissing van het Comité wordt het verslag gevoegd bij de documentatie van de volgende vergadering van het Subregionaal Comité voor Arbeidsbemiddeling en Vorming. Tijdens de volgende vergadering wordt het verslag goedgekeurd of gewijzigd.

Art. 11. De voorzitter, de ondervoorzitters en de voorzitter van de Commissie Tewerkstelling-Vorming-Onderwijs, samen handelend, zijn belast met de indienstneming van het personeel van het secretariaat en, in voorkomend geval, met de tijdelijke indienstneming van personeel voor het voeren van promotieactiviteiten.

Iedere vacante betrekking wordt ter kennis van de leden gebracht ten minste vijftien dagen vóór de indienstneming, behalve gerechtvaardigde dringendheid.

Art. 12. Het Subregionaal Comité voor Arbeidsbemiddeling en Vorming duidt onder de leden, die de representatieve werkgeversorganisaties vertegenwoordigen, en de leden, die de representatieve werknemersorganisaties vertegenwoordigen, twee accountants aan voor de controle van de factures en de bewijsstukken.

Een eensluidend verslag wordt ter inlichting en goedkeuring voorgelegd aan het Subregionaal Comité voor Arbeidsbemiddeling en Vorming en wordt door de voorzitter aan de bevoegde toezichthoudende Minister(s) overgemaakt.

Art. 13. De bescheiden uitgaven, die noodzakelijk zijn voor de goede werking van de cel Administratie en Beheer, kunnen door de secretaris van het Comité gedaan worden, na instemming van de voorzitter. De andere uitgaven, met inbegrip van de terugbetaling van de onkosten opgelopen door een lid tijdens de uitoefening van zijn ambt, moeten het onderwerp zijn van :

— hetzij een akkoord van de voorzitter van het Comité indien de uitgave niet hoger is dan 25 000 BEF, BTW inclusief;

— hetzij een akkoord van de voorzitter en van de twee ondervoorzitters indien het bedrag van de uitgave tussen 25 000 BEF, BTW inclusief, en 50 000 BEF, BTW inclusief, ligt;

— voor de uitgaven die hoger zijn dan 50 000 BEF, BTW inclusief, is het akkoord van het Comité noodzakelijk.

Voor de terugbetaling van de niet in het eerste lid vermelde uitgaven van de leden van het Comité, worden de in de overheid geldende vergoedingsbedragen toegepast.

De bewijsstukken van de uitgaven worden door de voorzitter ondertekend.

Art. 14. Het reglement kan gewijzigd worden door beslissing van tweederde van de leden en na goedkeuring van de toezichthoudende overheid (overheden).

## OFFICIELE BERICHTEN — AVIS OFFICIELS

### RAAD VAN STATE

**Bericht voorgeschreven bij artikel 7 van het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State**

Carlier, Peter en Verstrepen, Jozef, beiden verblijvende in de Rijksgevangenis, Nieuwe Wandeling 89, te 9000 Gent, hebben op 28 februari 1994 een vordering tot schorsing ingesteld tegen het koninklijk besluit van 22 oktober 1993 tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 mei 1965 houdende het Algemeen Reglement van de Strafinrichtingen (*Belgisch Staatsblad* d.d. 28 december 1993).

Deze zaak is ingeschreven onder het rolnummer G/A. 54.129/X.

### CONSEIL D'ETAT

**Avis prescrit par l'article 7 de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat**

Carlier, Peter et Verstrepen, Jozef, séjournant tous deux à la prison d'Etat, Nieuwe Wandeling 89, à 9000 Gand, ont introduit le 28 février 1994 une demande de suspension de l'exécution de l'arrêté royal du 22 octobre 1993 modifiant l'arrêté royal du 21 mai 1965 portant Règlement général des Etablissements pénitentiaires (*Moniteur belge* du 28 décembre 1993).

Cette affaire est inscrite au rôle sous le numéro G/A. 56.655/X.

### STAATSRAT

**Bekanntmachung, vorgeschrieben durch Artikel 7 des königlichen Erlasses vom 5. Dezember 1991 zur Festlegung des Verfahrens der einstweiligen Entscheidung vor dem Staatsrat**

Carlier, Peter und Verstrepen, Jozef, die beide in dem Staatsgefängnis, Nieuwe Wandeling 89, in 9000 Gent, verbleiben, haben am 28. Februar 1994 einen Antrag auf Aussetzung der Ausführung des königlichen Erlasses vom 22. Oktober 1993 zur Änderung des königlichen Erlasses vom 21. Mai 1965 zur Festlegung der allgemeinen Verordnung über die Strafanstalten (*Belgisches Staatsblatt* vom 28. Dezember 1993) eingereicht.

Diese Sache wurde unter der Nummer G/A. 56.655/X ins Geschäftsverzeichnis eingetragen.

### CONSEIL D'ETAT

**Demande de suspension**

L. Hennin et D. Lefebvre ont demandé au Conseil d'Etat la suspension du règlement suivant : 31 décembre 1993. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 2 avril 1976 relatif à l'accession des sous-officiers d'élite et supérieurs de gendarmerie au grade de sous-lieutenant de gendarmerie et des sous-officiers subalternes de gendarmerie au grade de maréchal des logis chef de gendarmerie.

### RAAD VAN STATE

**Vordering tot schorsing**

L. Hennin en D. Lefebvre hebben aan de Raad van State de schorsing van de volgende verordening gevraagd : 31 décembre 1993. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 april 1976 betreffende de bevordering van keur- en hoofdonderofficieren van de rijkswacht tot de graad van onderluitenant van de rijkswacht en van de lagere officieren van de rijkswacht tot de graad van opperwachtmeester van de rijkswacht.

### STAATSRAT

**Aussetzungsantrag**

L. Hennin und D. Lefebvre beantragen bei dem Staatsrat die Aussetzung der Ausführung folgender Verordnung : 31. Dezember 1993. — Königlicher Erlass zur Änderung des königlichen Erlasses vom 2. April 1976 über die Beförderung der Eliteunteroffiziere und höheren Unteroffiziere der Gendarmerie zum Rang eines Leutnants der Gendarmerie und des Subalternunteroffiziere der Gendarmerie zum Rang eines Opperwachtmeisters der Gendarmerie.